

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

43, rue de la Victoire 75009 PARIS Tél : 874 39 38.



Informations du Guatemala

2ème année / N° 74

du 25 au 31 mai 1984

POLITIQUE

Les Etats-Unis donneront dix millions de dollars d'aide militaire
L'intimidation envers les hommes politiques continue
Les hommes politiques dénoncent
Au Guatemala, est violée toute théorie démocratique

ECONOMIE

BID et BM octroieront des prêts pour 68 millions
Blocage des salaires pour réduire le déficit fiscal
La crise de l'industrie s'aggrave
Le tourisme, sans perspectives

INSURRECTION

Actions des FAR dans le Petén

DROITS DE L'HOMME

CODEDHUCA exige des informations sur les disparus
Crise de la Commission pour la Paix
CDHG publie des témoignages sur les disparus
117 victimes dans une semaine
La police agit en marge de la loi
Violence contre l'Université de San Carlos
Recours à des **habeas corpus** à Chiquimula

REFUGIES

Les Etats-Unis menacent d'expulser des réfugiés guatémaltèques

POLITIQUE

LES ETATS UNIS DONNERONT DIX MILLIONS DE DOLLARS D'AIDE MILITAIRE

Les Etats-Unis donneront dix millions de dollars d'aide militaire au gouvernement guatémaltèque, a annoncé le 28 mai le ministre des Relations Extérieures, Fernando ANDRADE DIAZ-DURAN, à son retour de Washington, où il s'est entretenu durant plusieurs jours avec le Secrétaire d'Etat, George SHULTZ et d'autres hauts fonctionnaires américains.

ANDRADE avait annoncé que son voyage avait pour objectif de montrer "les avancées du processus démocratique au Guatemala", et d'aborder la reconduction de l'aide militaire et économique au pays.

Le ministre a dit que la forme de cette aide serait décidée plus tard, et s'est montré optimiste quant aux relations futures entre Guatemala et Washington, qui ont connu des époques de froideur et de tension ces dernières années, dû aux violations excessives de Droits de l'Homme pratiquées par les forces de sécurité guatémaltèques.

L'INTIMIDATION ENVERS LES HOMMES POLITIQUES CONTINUE

Des nouveaux actes d'intimidation à l'encontre des groupes politiques qui participent à "l'ouverture démocratique" ont été commis par les forces de sécurité entre le 23. et 29 mai.

Le cadavre de Guillermo CHIGUICHON YANTUCHE, secrétaire aux questions payannes de l'URD -Union Révolutionnaire Démocratique-, qui avait été enlevé préalablement, a été découvert le 23 mai, avec de nombreuses marques de torture, dans la zone 7 de la capitale.

La candidate députée au nom du parti conservateur FUN -Front d'Union Nationale-, Haydée DIAZ de GIRON, a été arrêtée illégalement et maltraitée le 28 mai par des effectifs militaires alors qu'en compagnie de ses enfants elle se trouvait en voiture sur la route qui mène au Salvador. L'armée, selon la dénonciation du FUN, a confisqué à Mme. DIAZ de la propagande de son parti.

Luis HURTADO AGUILAR, dirigeant de l'ACD -Action Civique Démocratique-, qui participe aux élections en coalition avec le Front Civique Démocratique, a dénoncé le 25 mai que des éléments du DIT -Département de Recherches Techniques de la Police Nationale-, ont menacé de mort plusieurs dirigeants de l'ACD.

Dans la localité de Chiantla, du département de Huehuetenango, au Nord-Ouest du pays, un meeting politique du parti conservateur PR -Parti Révolutionnaire-, a été interrompu et dissout par des chefs de patrouilles d'autodéfense civile, qui ont dit agir sur ordre du commandant militaire de la ville de Huehuetenango.

En outre, plusieurs militants du PNR -Parti National Rénovateur-, de centre-droite, "ont eu des problèmes avec des membres de la Police et de l'Armée", selon une déclaration du 29 mai d'Alejandro MALDONADO AGUIRRE, dirigeant de ce parti.

LES HOMMES POLITIQUES DENONCENT

" Si l'armée n'est pas capable de contrôler ceux de ses membres susceptibles de faire ce genre de choses, les élections vont droit à l'échec", a dit le 29 mai Carlos Rafael SOTO, dirigeant du groupe politique FN -Force Nouvelle-, et il a ajouté que s'ils sont encore victimes d'intimidation, plusieurs groupes politiques pourraient se retirer en bloc de la lice électorale. IL a dit également que les agressions contre les forces politiques anéantissent les efforts faits par le régime militaire pour améliorer son image sur le plan international.

Cette exigence s'est posée à la conclusion de la septième réunion annuelle de la **CODEDHUCA**, qui s'est tenue à Managua avec la participation de près de 70 délégués et observateurs d'Amérique Centrale, Panama, Belice et République Dominicaine.

Au Nicaragua, Antonio BORRAJO, vice-président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, a accusé le même jour le régime de MEJIA VICTORES de commettre des crimes de lèse-humanité contre son peuple, et a souligné la responsabilité de l'armée dans les plus de 35 000 disparitions politiques au pays.

CRISE DE LA COMMISSION POUR LA PAIX

L'Université de San Carlos de Guatemala et l'Eglise Catholique se sont retirées le 23 mai de la Commission pour la Paix, créée en février dernier avec l'appui et la participation gouvernementale.

L'Association des Journalistes du Guatemala a annoncé que son président, Gonzalo MARROQUIN, jusqu'à présent membre de la dite commission participera désormais uniquement en qualité d'observateur.

L'Archevêque Mgr. Prospero PENADOS DEL BARRIO a affirmé qu'une telle commission était importante, vu le manque de garanties en matière de libertés individuelles existant dans le pays. "Combien de fois avons-nous vu, que pour avoir exprimé ses idées, on est persécuté" s'est plaint PENADOS DEL BARRIO.

C D H G PUBLIE DES TEMOIGNAGES SUR LES DISPARUS

Lors de la campagne internationale pour la liberté des disparus au Guatemala, débütée en février 1984, la **C D H G** -Commission des Droits de l'Homme du Guatemala- a publié récemment 81 lettres dans lesquelles des membres de la famille et des proches des 99 disparus accusent d'une manière directe les forces de sécurité du gouvernement d'être responsables des disparitions et des enlèvements.

31 pour cent des dénonciateurs en rendent responsable plus spécifiquement l'armée, et dans plusieurs cas, on mentionne les noms des officiers qui ont participé aux faits dénoncés, en violation des droits de l'homme.

Parmi les 99 personnes enlevées, on trouve des ouvriers, des professions libérales, des petits propriétaires, des fonctionnaires municipaux, des commerçants, des femmes au foyer, des artisans, des petits industriels, des étudiants, des membres de comités communaux et des syndicalistes.

" Il est nécessaire de stopper le crime institutionnalisé au Guatemala et de traduire en justice les criminels qui se cachent à l'ombre du pouvoir publique et des forces armées", a exprimé la **C D H G** dans la dite publication.

117 VICTIMES EN UNE SEMAINE

Trente-deux personnes assassinées, 33 personnes enlevées et 52 blessées par balles, -faits tous attribués aux forces de sécurité du gouvernement-, voilà le bilan de la violence officielle entre le 16 et 23 mai selon les divers rapports de la presse, des organismes de secours et des organisations humanitaires.

Parmi les victimes on a relevé au moins onze femmes, quatre personnes âgées et trois enfants.

LA POLICE AGIT EN MARGE DE LA LOI

Des agents de police sont impliqués dans les disparitions forcées des citoyens, a reconnu le 25 mai le ministre de l'Intérieur, Gustavo Adolfo LOPEZ SANDOVAL.

"On a constaté dans de nombreux cas que les agents de police ont agi contre la loi nonobstant d'en être les représentants", a admis le ministre qui a informé avoir transmis des ordres aux chefs des différents corps de police "pour qu'ils s'abstiennent de pratiquer des arrestations sans ordre judiciaire".

VIOLENCE CONTRE L'UNIVERSITE DE SAN CARLOS

Hector Alirio INTERINO RAMOS, dirigeant étudiant, et Maritza RAMOS OCHOA, tous deux étudiants de l'Université Nationale de San Carlos, ont été enlevés par les forces de sécurité le 26 mai, selon les dénonciations de l'Association des Etudiants en Economie.

Avec ce double enlèvement, le nombre d'étudiants de l'Université Nationale enlevés en mai, s'élève à treize, selon un communiqué du rectorat du 28 mai.

Les locaux de l'École Vétérinaire ont été perquisitionnés illégalement par des effectifs officiels le 25 mai, fait que le recteur a qualifié de "nouvelle agression" contre l'université.

RECOURS A DES HABEAS CORPUS A CHIQUIMULA

Des habitants du département de Chiquimula, à l'est du pays, ont présenté aux tribunaux de justice 30 recours de comparution personnelle en faveur d'autant de personnes enlevées dans ce département dans la quatrième semaine de mai, selon l'information donnée par le tribunal de première instance du département.

Dans les deux derniers mois, au moins cinquante personnes ont été portées disparues dans ce département.

REFUGIES

LES ETATS-UNIS MENACENT D'EXPULSER DES REFUGIES GUATEMALTEQUES

Plus de mille réfugiés guatémaltèques sont menacés d'être expulsés des Etats-Unis et rapatriés au Guatemala, d'ou ils ont fui l'armée, a informé Jeronimo CAMPOSECO, responsable du camp de réfugiés **Indiantown** dans l'état de Floride.

Selon CAMPOSECO, les autorités américaines, sans raison apparente, ont donné un ultimatum aux réfugiés pour qu'ils retournent dans leur pays.